

23^e rencontres annuelles

PANORAMA FISCAL 2015-2016



- La loi de finances pour 2016, la loi de finances rectificative pour 2015 et l'actualité réglementaire
- Toute l'actualité jurisprudentielle analysée par des membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation
- Les nouveautés en matière de TVA
- L'actualité conventionnelle, législative et jurisprudentielle en droit fiscal international

Mardi 26
JANVIER 2016 | **Fiscalité internationale | TVA**

Mercredi 27
JANVIER 2016 | **Fiscalité interne directe**

JOURNÉES ANIMÉES PAR

Olivier Fouquet
Gilles Bachelier
Emmanuelle Cortot-Boucher
Benoît Bohnert
Nicolas Labrune
Marie-Astrid Nicolazo de Barmon
Philippe Martin
CONSEILLERS D'ÉTAT
Bernard Hatoux
COUR DE CASSATION

Laurent Chatel
Philippe Grousset
Vincent Agulhon
Pierre-Henri Durand
Jennifer Pillot
Delphine Bouchet
Thierry Vialaneix
Daniel Gutmann
Julien Saïac
Olivier Dauchez
AVOCATS MEMBRES DE L'IACF

www.efe.fr



FISCALITÉ INTERNE DIRECTE

MERCREDI 27 JANVIER 2016 ■ 9h00-18h30 ■ Paris



JOURNÉE
ANIMÉE PAR

Olivier Fouquet
Président de section au Conseil d'État

Gilles Bachelier
Conseiller d'État - Président du Comité d'abus de droit et Professeur Associé à Paris II

Emmanuelle Cortot-Boucher
Maître des requêtes au Conseil d'État, Rapporteur public

Benoît Bohnert
Rapporteur public au Conseil d'État

Nicolas Labrune
Maître des requêtes et Responsable du Centre de recherches et de diffusion juridiques au Conseil d'État

Bernard Hatoux
Doyen Honoraire
COUR DE CASSATION



AVEC LES AVOCATS
MEMBRES DE L'IACF

Laurent Chatel
Avocat Associé

Philippe Grousset
Avocat Associé
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Vincent Agulhon
Avocat Associé
DARROIS VILLEY MAILLOT
BROCHIER

Pierre-Henri Durand
Avocat Associé
BREDIN PRAT

Jennifer Pillot
Avocat Associé
FIDAL

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE & RÉGLEMENTAIRE

- **Loi de finances pour 2016**
- **Loi de finances rectificative pour 2015**
- **Projet de loi Macron** : quelles nouvelles perspectives fiscales faut-il anticiper pour les entreprises ?
- **BOI-ENR-DMTG-10-20-30-140, 3 avril 2015** : exonération partielle de DMTG en faveur de la première transmission d'immeubles dont la propriété est reconstituée au plus tard le 31 décembre 2017
- **BOFiP- Impôts, Actualité BIC-RPPM, 1^{er} avril 2015** : quel nouveau régime fiscal du rachat par une société de ses propres titres ?
- **BOI-BIC-RICI-10-10-20-20 du 1^{er} avril 2015 §15 et 20** : quelles précisions en matière de crédit d'impôt recherche ?
- **Avis du 27 mars 2015 : JO 27 mars 2015, texte n°120** : quel taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants d'associés ?
- **BOI-IS-BASE-10-10-20 du 1^{er} avril 2015 § 65** : quelle nouvelle exclusion du régime mère-fille des produits déductibles du résultat imposable de la société distributrice ?
- **BOI-ENR-DMTG-20-20-20 et BOI-CF-INF-20-30 du 13 mai 2015** : quelle nouvelle exonération en faveur des donations de terrains à bâtir et de logements neufs n'ayant jamais servi ?
- **Impôts.gouv.fr, Communiqué d'avril 2015** : où en est la révision des valeurs locatives des locaux professionnels ?
- **BOI-IR-CHR, 5 juin 2015, § 330, 340 et 370** : quelles précisions en matière de recouvrement et de sanction liées à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus ?
- **Arrêté du 11 mars 2015** : en cas de contrôle inopiné, quelles nouvelles modalités de sécurisation des copies des comptabilités informatisées ?

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES

Sources du droit fiscal - QPC

- QPC portant sur le 7 du III de l'article 150-0 A du Code Général des Impôts relatif à l'exonération des plus-values de cession des parts de JEI : quelle exonération possible ? **Cons. const. 7 mai 2015 n° 2015-466 QPC, M. et Mme Prével**
- L'article 156, I, 1° du Code Général des Impôts qui prévoit la limitation de l'imputation globale des déficits agricoles sur le revenu global est-il conforme à la Constitution ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 8 avril 2015, n°387470, M. Ponsart**
- Quel champ d'application de l'abattement sur les revenus distribués par les sociétés soumises à l'IS ? **Cons. const. décision n° 2015-473 QPC du 26 juin 2015**
- QPC sur la responsabilité solidaire du dirigeant d'une société (LPF, article L. 267), **Cass. com., 16 avril 2015, n°15-40.001, F-D, M. Lefebvre**
- Un arrêt de la CJUE qui invalide une décision de la Commission sur la compatibilité avec le droit de l'UE d'un régime d'aide d'État suffit-il à révéler la non-conformité du droit national ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 17 avril 2015, n°373650, SA Canal+**
- Quelle nouvelle imposition des plus-values latentes acquises sous le régime des SIIC ? **Cons. const. décision n° 2015-474 QPC du 26 juin 2015**

Impôt sur le revenu

- Quel traitement fiscal d'une moins-value constatée dans le cadre d'une cession de valeurs mobilières à l'intérieur d'un groupe familial ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 4 février 2015, n°364197, M. et Mme Likierman**
- La cession à titre onéreux de l'usufruit d'une activité libérale peut-elle s'analyser en une cession d'un droit réel que le cessionnaire peut alors librement utiliser et dont il peut percevoir les fruits durant la durée convenue ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 16 février 2015, n°363223, M ; Glas**

- L'amendement Charasse impose-t-il de prendre en compte l'ensemble des charges financières supportées par les sociétés membres du groupe pour l'application du rapport d'acquisition des titres à la somme du montant moyen des dettes de chaque exercice ? **CE, 10^e et 9^e ss-sect., 11 mars 2015, n°369048, Société Groupe JLF Finances**
- Etant donné qu'il doit être tenu compte, pour la détermination du droit à restitution dont dispose un contribuable de l'ensemble de ses revenus nets soumis à l'impôt sur le revenu, les revenus ainsi définis incluent-ils, à proportion des droits du contribuable dans une société relevant de l'article 8 du CGI dont il est associé, les plus-values réalisées par cette société ? **CE 18 mars 2015 n° 366738, 9^e et 10^e s.-s.**
- Sur quel critère se fonder pour déterminer qui peut bénéficier de l'abattement prévu pour les journalistes en vertu de l'article 81 du Code Général des Impôts ? **CE, 3^e et 8^e ss-sect., 20 mars 2015, n°371489, M. A**
- L'indemnité transactionnelle qui fait suite à la prise d'acte de la rupture du contrat de travail est-elle exonérée si cette prise d'acte est assimilable à un licenciement sans cause réelle et sérieuse ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avril 2015, n°365253, M. Gohier**
- Les règles de limitation de l'imputation sur le revenu global des déficits provenant d'exploitations agricoles sont-elles conformes au principe d'égalité devant les charges publiques ? **CE QPC 8 avril 2015 n° 387470, 9^e et 10^e s.-s.**
- Traitements et salaires : à quelles conditions est soumise l'exonération des suppléments de rémunération au titre de séjours à l'étranger en vertu de l'article 81 A, II du Code Général des Impôts ? **CE, plén. fisc., 10 avril 2015, n°365851, M. et Mme Housset**
- Quelle conformité à la Constitution de l'absence d'exonération d'impôt sur le revenu des salariés « impatriés » employés par des établissements publics de santé ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 20 mai 2015, n°388480, M. et Mme Isac**



FISCALITÉ INTERNE DIRECTE

Bénéfices industriels et commerciaux / Impôt sur les sociétés

- Acte anormal de gestion : quelle distinction entre opportunité des choix de gestion et acte anormal de gestion ? **CE 23 janvier 2015 n° 369214, 9^e et 10^e s.-s., SAS Rottapharm et CE, 9^e et 10^e ss-sect., 23 janvier 2015, n°365525, Société Ferrari**
- Les résultats et les sommes mises à la disposition de l'associé unique d'une SARL espagnole exerçant une activité industrielle et commerciale qui n'opte pas pour l'IS, sont-ils imposables à l'IR dans la catégorie des BIC ? **CE, 3^e et 8^e ss-sect., 2 février 2015, n°370385, min. c/ M. B**
- Les dépenses de corruption d'agents publics étrangers sont-elles déductibles ? Doit-on prendre en compte le caractère non intentionnel des versements ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 4 février 2015, n°364708, Société Alcatel Lucent**
- Quel nouveau sort fiscal pour les marges arrière ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 4 février 2015, n°365815, SA Colruyt France**
- Lors d'un transfert des déficits en cas de fusion, que vaut l'agrément ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 4 février 2015, n°365269, Société Score-DDB venant aux droits de la Société Piment**
- Quid si l'exploitant d'une entreprise individuelle qui consent une promesse de vente de son fonds assortie d'une condition suspensive de l'obtention d'un prêt par le cessionnaire décède alors que la condition suspensive n'avait pas été réalisée avant son décès ? **CE 6 mars 2015 n° 370008, 3^e et 8^e s.-s., min. c/ A. et CE 11 mars 2015 n° 369048, 10^e et 9^e s.-s., Sté Groupe JLF Finances**
- Le choix scientifique par l'Insee d'une méthodologie statistique est-il dépourvu de toute portée juridique ? Ce choix peut-il constituer une décision susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, alors même que cet indice a été créé par l'Insee à la demande d'acteurs économiques pour servir à l'indexation des prix dans les contrats de longue durée ? **CE 11 mars 2015 n° 383062, 383063, 383064, 383065, 383066, 383254, 383255, 383256, 383257, 383258, 383961, 383962, 384360, 384361, 8^e et 3^e s.-s., Sté Dalkia France et a.**
- Dans l'actif immobilisé et en matière d'amortissements, quelle condition pour amortir en cas de fin prévisible des effets bénéfiques sur l'exploitation d'un élément d'actif incorporel ? **CE 18 mars 2015 n° 366006, 9^e et 10^e s.-s., Sté d'édition des artistes peignant de la bouche et du pied (APBP)**
- Quel sort fiscal réserver à la provision pour perte de valeur de titres propres rachetés initialement dans un autre but que la réduction du capital ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avril 2015, n°362317, Société Rexel Distribution**
- En cas de plus-value professionnelle, quelle année de rattachement faut-il retenir si un effet rétroactif est attaché au contrat ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 6 mai 2015, n°375880, SAS Optique de précision Jean Fichou**

- Abattement de 40 % sur les dividendes : de quelle manière la notion de décision régulière est-elle appréciée ? **CE 11 mai 2015, n° 369257 et CE 11 mai 2015, n° 369261**
- Les titres de placement à revenus fixes par les établissements de crédit peuvent-ils faire l'objet d'une provision pour dépréciation ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 17 juin 2015, n°369076, SA Banque BIA**
- Dans quel ordre imputer les charges de l'exercice et les déficits reportés ? **CE, plén. fisc., 10 avril 2015, n°369667, Société Fayat**

Fiscalité immobilière

- Un marchand de biens peut-il faire l'objet d'une vérification de comptabilité et d'un contrôle sur pièce simultanément ? **Cass. com., 3 mars 2015, n°14-11.975, F-D, Société Koenig Invest**
- Quelles conséquences fiscales d'une levée de l'option d'achat d'un immeuble sous-loué par une SCI ? **CE 4 mars 2015 n° 360508, 8^e et 3^e s.-s.**

Taxe locale et impôts locaux

- En cas de dégrèvement de taxe foncière pour vacance au titre de l'article 1389, III du Code Général des Impôts, l'autorisation de démolir peut-elle se déduire du seul permis de démolir ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 28 janvier 2015, n°368640, min. c/ Office Public de l'habitat de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS habitat)**
- Quels critères d'assujettissement en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties ou non bâties ? Un immeuble faisant l'objet de travaux affectant son gros œuvre est-il assujéti à la taxe foncière sur les propriétés bâties ? **CE 16 février 2015 n° 364676, 8^e et 3^e s.-s., SCI Royo et CE 16 février 2015 n° 369862, 8^e et 3^e s.-s., SCI La Haie de Roses**
- Quelle surface faut-il retenir pour le calcul de la valeur locative servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015, n°374460, M. Messein**
- Quelles conditions d'imposition des logiciens et de leurs droits d'usage ? **CE, 9^e et 3^e ss-sect., 1^{er} avril 2015, n°374693, Société Bouygues Télécom**
- En cas de construction irrégulière, le constructeur redevable de la taxe locale d'équipement est-il la personne qui a ordonné la réalisation des travaux ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avril 2015, n°369404, Mme Mendoza et a.**
- Les sociétés coopératives et leurs unions qui interviennent directement dans la fabrication du vin sont-elles exonérées de taxe professionnelle ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avril 2015, n°375531, Institut coopératif du vin**
- En matière de taxe professionnelle, quels sont les contours des « biens situés à l'étranger » qui peuvent ainsi bénéficier de l'exonération prévue par l'article 310 HH du Code Général des Impôts annexe II ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 20 mai 2015, n°369515, SAS Horizontal Drilling International**

- La taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles s'applique-t-elle aux cessions portant sur des terrains qui sont classés depuis plus de 18 ans ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 27 mai 2015, n°371675, Cne de Saint-Leu**
- En cas de dégrèvement des organismes de logements sociaux à raison des dépenses de travaux d'économie d'énergie, quelle éligibilité des dépenses exposées préalablement à la réalisation des travaux ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 17 juin 2015, n°382248, min. c/ Office public de l'habitat du Territoire de Belfort**
- Comment reconnaître une « activité exercée à titre professionnel » dans le cas où il y a concession d'une marque ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 17 juin 2015, n°369840, Société Vivarte**

Procédure et contrôle fiscal

- Conformité à la Constitution de la limitation dans le temps de la période de répétition en cas de réouverture du délai de réclamation, **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 17 avril 2015, n°373650, SA Canal +**
- Quelle validité de la saisie des noms de clients d'un avocat présumé participer à une fraude à l'occasion d'une visite dans son cabinet ? Quelle nouvelle protection du secret professionnel ? **Cass. com., 3 mars 2015, n°13-27.605 F-D, Société Dolphin Intelligence Inc et a.**
- Quid en cas de rectifications et déductions en cascade ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 11 mars 2015, n°354777, SARL Axe Isolation**
- Quelles nouveautés en matière d'import de documents, de fichier des écritures comptables ? Quelle obligation de communication de documents au contribuable dans le cas de documents obtenus de tiers et quelles précisions sur les limites à cette obligation ? **CE, 18 mars 2015, n°370128**
- Quel impact des décisions du juge judiciaire sur celles du juge de l'impôt ? **CE, 15 avril 2015, n°373269, Sté Car Diffusion 78**
- Communication au contribuable des documents obtenus de tiers : quel mode opératoire quand les services fiscaux ne détiennent ni originaux ni copie ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 18 mars 2015, n°3701128, min. c/ SA Conditionnement**
- Déclaration d'inconstitutionnalité avec effet différé et possibilité pour le juge d'écarter la loi pour incompatibilité avec une convention ou le droit de l'Union européenne : quelle articulation ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 10 avril 2015, n°377207, Société Red Bull on Premise et Société Re Bull off Premise**
- La responsabilité solidaire du dirigeant est-elle engagée en cas d'absence de contrôle systématique de l'Administration fiscale ? **Cass. com., 12 mai 2015, n°13-27.507, FS-P+B, M. Perzo**



ATTENTION

Le programme est susceptible d'être modifié en fonction des dernières décisions 2015 et 2016 publiées

FISCALITÉ INTERNE DIRECTE

- Dans le cadre de la procédure du sursis de paiement au titre de l'article L. 279 du LPF, un crédit d'impôt restituable vaut-il consignation ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 5 juin 2015, n°386793, Société MCE 5 Développement**
- Le point de départ du délai des intérêts moratoires sur une retenue à la source correspond-il à la date du paiement par le contribuable ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 5 juin 2015, n°373585, min c/ Société Groupe Bruxelles Lambert**
- En matière de droit de visite et de saisie (article L. 16 B du LPF) quel nouveau déroulement des opérations en l'absence de l'avocat et de convention EDH ? **Cass. com., 9 juin 2015, n°14-17.309, F-P+B, Les Éditions Méditerranée**

Contentieux

- La voie de l'appel est-elle ouverte pour contester des jugements de 2010 à 2013 portant à la fois sur la taxe foncière et la CFE ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 17 juin 2015, n°362743 et n°365720, SAS Laboratoire interprofessionnel de production**
- Le juge administratif de l'impôt peut-il/doit-il poser des questions préjudicielles au juge judiciaire ? **CE 23 janvier 2015 n° 360396, 9^e et 10^e s.-s.**
- En cas d'action en restitution, quelle date prendre en compte pour déterminer les impositions pouvant faire l'objet de la réclamation ? La date d'acquiescement des impositions ? La date de leur fait générateur ? **CE, 3^e et 8^e ss-sect., 6 mars 2015, n°373038, Sté Teksid**

Recouvrement

- Le justiciable a-t-il précisément été informé, par l'acte de poursuite, des modalités et délais de recours ? **Cass. com. 17 mars 2015, n° 14-10.328 (n° 283 F-D)**
- La demande au juge de l'impôt n'est-elle recevable que si la réclamation préalable était fondée sur un motif relevant de la compétence de ce juge ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 10 avril 2015, n°367957, min. c/ M. Roussel**
- Quelle évolution en matière de contentieux de la régularité de la signature des avis à tiers détenteur devant le juge de l'exécution ? **Cass. com., 14 avril 2015, n°13.28.797, F-P+B, M. Legrand-Castor**

Impôt de solidarité sur la fortune

- Les modalités d'évaluation des créances à terme en matière de droits de mutation à titre gratuit et d'ISF sont-elles inconstitutionnelles ? **Cons. const., déc. 15 janvier 2015, n°2014-436 QPC, Mme Silberman**
- Le logement de fonction d'un dirigeant est-il un bien professionnel ? **Cass. com., 3 février 2015, n°13-25.263, F-D, M. et Mme Journal**

- Biens professionnels et droits sociaux : *quid* du redevable qui perçoit des recettes de la société qu'il dirige ? **Cass. com., 17 mars 2015, n°13-14.654, FS-D, DGFIP c/ Mmes Barillé**
- Quelle évolution des rectifications en matière d'ISF ? **Cass., com., 27 mai 2015, n°14-14.257**

Donations

- Quels nouveaux risques d'abus de droit en cas de donation partage et d'interposition de société civile ? **Comité de l'abus de droit, affaire n°2014-05 et n°2014-33 du 29 janvier 2015**
- En raison du prix de cession des parts très inférieur à la valeur vénale et compte tenu des liens unissant les parties, les actes translatifs de droits constituent-ils une donation indirecte ? **Cass. com., 23 juin 2015, n°13-19.486 et n°14-11.185**

Successions

- En cas de mutation à titre gratuit dans le cadre d'une succession, le compte joint entre époux rentre-t-il dans l'assiette en tant qu'actif taxable ? Quelle présomption de propriété de moitié pour chacun au titre de l'article 753 du Code Général des Impôts ? **Cass. com. 17 mars 2015 n°14-10.526 (n°284 F-D)**
- Si l'épouse du défunt ne justifie pas avoir déclaré de revenus en France et que l'époux alimentait seul le compte joint, comment apporter la preuve contraire à la présomption édictée à l'article 753 du Code Général des Impôts pour l'administration des impôts ? **Cass. com. 17 mars 2015 n°14-10.526 (n°284 F-D)**

Assurance vie

- La participation aux bénéfices en assurance vie : y a-t-il un droit individuel à participation et peut-on répartir inégalement les bénéfices entre les adhérents ? **Cass. 2^e civ., 5 mars 2015, n°14-13130**
- L'adjonction d'un cosouscripteur à un contrat d'assurance vie entraîne-t-elle novation ? **Cass. 1^{re} civ., 19 mars 2015, n°13-28776**

Droits d'enregistrement

- Quelle distinction des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière ? **Cass. com. 3 mars 2015 n°14-11.975 (n°218 F-D), Sté Koenig Invest**
- En cas de passif successoral, la dette de restitution de l'usufruitier trouvant son origine dans une distribution de réserves est-elle déductible ? **Cass. com., 27 mai 2015, n°14-16.246, FS-P+B+R+I, M. Donier**
- En cas de cession d'entreprise, la prise en charge des congés payés dus par le cédant devra-t-elle s'ajouter au prix de cession ? **Cass. com., 27 mai 2015, n°14-14-744, F-D, Société Maîtrise et dissuasion sécurité privée**



À QUI S'ADRESSE CETTE CONFÉRENCE ?

- Directeurs fiscaux
- Directeurs juridiques
- Responsables juridiques et fiscaux
- Responsables contentieux
- Directeurs administratifs et financiers
- Directeurs et secrétaires généraux
- Responsables comptables et experts-comptables
- Avocats fiscalistes et conseils
- Notaires
- Gestionnaires de patrimoine

QUELS SONT LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES ?

- Bénéficier des commentaires de la loi de finances pour 2016, de la loi de finances rectificative pour 2015 et des instructions administratives par les membres du Conseil d'État et le Doyen de la Cour de cassation
- Faire le point sur les évolutions jurisprudentielles du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour de Justice de l'Union Européenne dans l'ensemble des domaines de la fiscalité
- Maîtriser l'évolution de la fiscalité interne et internationale

QUELLE EST LA MÉTHODE DE TRAVAIL ?

- Ces journées sont organisées sous forme de tables rondes réunissant les meilleurs spécialistes dans leur domaine de compétence : conseillers d'État, membre de la Cour de cassation et avocats fiscalistes
- Ces 23^{èmes} rencontres annuelles sont conçues sous forme interactive. Vous avez la possibilité de réagir et de poser des questions aux intervenants à tout moment
- Une documentation exhaustive reprenant l'ensemble des textes et arrêts commentés au cours des deux jours vous sera remise en début de séance

DÉROULEMENT DES JOURNÉES

Accueil des participants : 8h30
Ouverture des débats : 9h00
Déjeuners de 13h00 à 14h30
Cafés – Networking de 15 minutes à 11h00 et 16h00
Clôture des journées à 18h30

À L'ISSUE DE CETTE CONFÉRENCE, VOUS SAUREZ CONCRÈTEMENT :

- Mettre en place des schémas fiscaux sécurisés qui tiennent compte de l'actualité fiscale législative et jurisprudentielle de l'année écoulée
- Maîtriser les dernières réformes fiscales issues de la loi de finances pour 2016 et de la loi de finances rectificative pour 2015
- Limiter et anticiper les risques de redressements en fiscalité interne directe, en fiscalité internationale et en TVA



MARDI 26 JANVIER 2016 ■ 9h00-13h00 ■ Paris

MATINÉE
ANIMÉE PAR

Philippe Martin
Président de section au Conseil d'État



AVEC LES
AVOCATS
MEMBRES
DE L'IACF :

Daniel Gutmann & Julien Saïac
Avocat Associé Avocat Associé
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Olivier Dauchez
Avocat Associé
GIDE LOYRETTE NOUEL A.A.R.P.I.

Loi de finances pour 2016

Loi de finances rectificative pour 2015

Actualité des conventions fiscales internationales

- Lutte contre la fraude fiscale : que faut-il retenir depuis la signature d'un accord d'échange automatique annuel d'informations entre la Suisse et l'UE ? **Comm. UE, communiqué n°IP/15/5043, 27 mai 2015**
- La nouvelle convention fiscale signée entre la France et Singapour du 25 janvier 2015

Actualité des travaux de l'OCDE

- BEPS et consultation sur les règles relatives aux SEC (action 3) et obligation de faire connaître les dispositifs de planification fiscale (action 12), **OCDE, communiqué, 3 avril 2015**

Actualité législative et réglementaire

- **Décret n°2015-607, 3 juin 2015 et Min. fin., communiqué n°340 du 4 juin 2015 :** quelles nouveautés en matière d'avoirs non déclarés détenus à l'étranger ?

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- Le régime fiscal des opérations réalisées dans un État non coopératif est-il conforme à la Constitution ? **Cons. const. 20 janvier 2015 n°2014-437 QPC, Association française des entreprises privées et autres et Cons. const., déc. 20 janvier 2015, n°2014-437 QPC**
- L'exception en matière de liberté d'établissement issue de la jurisprudence Marks & Spencer est-elle consacrée ou enterrée ? **CJUE, gde ch., 3 février 2015, aff. C-172/13, Commission c/ Royaume-Uni**
- Pour échapper à la taxation des sommes irrégulièrement transférées à l'étranger, le contribuable doit-il établir que celles-ci ont déjà été imposées l'année du transfert ou, le cas échéant, les années antérieures ? À défaut, seront-elles taxées comme revenus d'origine indéterminée ? **CE 4 février 2015 n°365180, 10^e et 9^e s.-s., min. c/ B.**
- Quelle retenue à la source sur les revenus non salariaux versés à des non-domiciliés ? **CE 17 février 2015 n°373230, 3^e et 8^e s.-s., min. c/ F.**
- Les résidents de France ayant reçu des intérêts de source chinoise peuvent-ils bénéficier lors de leur imposition en France, d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt chinois perçu sur ces revenus fixé forfaitairement à 10 % du montant des intérêts perçus ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 25 février 2015, n°366680, SA Natixis**
- Quelle évolution en matière de déduction des pertes transfrontalières et de liberté d'établissement ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avril 2015, n°368135, Société Agapes**
- Le transfert d'actifs dans un autre État membre et le recouvrement échelonné de l'impôt sur les plus-values latentes sont-ils contraires à la liberté d'établissement ? **CJUE, 3^e ch., 21 mai 2015, aff. C-657/13, Verder LabTec GmbH & Co KG**
- Pour l'octroi d'un avantage fiscal national, faut-il prendre en compte, dans le revenu fiscal de référence du foyer fiscal, la rémunération d'un fonctionnaire de l'UE exemptée d'impôt ? **CJUE, 1^{ère} ch., 21 mai 2015, aff. C-349/14, min. c/ Mme Pasdziej**
- La retenue à la source prévue à l'article 119 bis du Code Général des Impôts est-elle compatible avec la liberté de circulation des capitaux et comment apprécier le caractère désintéressé d'un trust situé au Royaume-Uni ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 22 mai 2015, n°369819, min. c/ Wellcome Trust**
- Quelle nouvelle appréciation des revenus d'un « non-résident Schumacker » sur une base annuelle eu égard à la liberté de circulation des travailleurs ? **CJUE, 2^e ch., 18 juin 2015, aff. C-9/14, Staatssecretaris van Financiën c/ D. G. Kieback**



MARDI 26 JANVIER 2016 ■ 14h30-18h30 ■ Paris

APRÈS-MIDI
ANIMÉE PAR

Gilles Bachelier
Conseiller d'État
Président du Comité d'abus de droit
et Professeur Associé à Paris II



Benoît Bohnert
Maître des requêtes au Conseil d'État
Marie-Astrid Nicolazo de Barmon
Maître des requêtes au Conseil d'État

AVEC LES
AVOCATS
MEMBRES
DE L'IACF :

Delphine Bouchet
Avocat Associé, ARSENE TAXAND
Thierry Vialaneix
Avocat Senior Counsel, BAKER & MCKENZIE

Actualité législative et réglementaire

- Loi de finances pour 2016
- Loi de finances rectificative pour 2015
- **BOI-TVA-DECLA-20-20-20-10, 3 juin 2015 et BOI-DJC-OA-20-10-30, 3 juin 2015 :** quelles nouvelles modalités de correction d'insuffisances ou d'omissions de déclaration ou de paiement de TVA ?

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- La refacturation des frais soumise en principe à la TVA, figure-t-elle au titre des opérations devant être exclues du calcul du prorata ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 23 janvier 2015, n°365520, Stré Lagardère SCA**
- Le rescrit délivré à une société gérant un réseau de commercialisation de fleurs, concernant le taux de TVA des compositions florales référencées dans un catalogue commun, peut-il être opposé à l'administration par toutes les sociétés membres du réseau ? **CE 28 janvier 2015 n° 370455, 8^e et 3^e s.-s., Sté Duchêne Fleurs**
- Quelles nouvelles précisions sur le régime d'administration de la preuve du caractère déductible de la TVA ayant grevé les frais de cession de titres de participation d'une société holding mixte ? **CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 février 2015, n°370525, Société Nexity SA**
- Quel taux de la TVA sur les livres numériques ? **CJUE 5 mars 2015 aff. 479/13, 4^e ch., Commission européenne c/ République française**
- L'article 132 § 1, sous g), de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006, doit-il être interprété en ce sens que ni le personnel soignant diplômé d'État qui fournit ses services directement à des personnes nécessitant des soins, ni une société de travail intérimaire qui met un tel personnel à la disposition des établissements reconnus comme ayant un caractère social ne relèvent de la notion d'« organismes reconnus comme ayant un caractère social » figurant à cette disposition ? **CJUE 12 mars 2015 aff. 594/13, 9^e ch., « go fair » Zeitarbeit OHG**
- Le calcul du prorata du chiffre d'affaires résultant de la cession des biens d'investissement utilisés par l'assujéti dans son entreprise est-il exclu en cas de cession par une entreprise de crédit-bail, à l'expiration des contrats, des matériels et véhicules objets des contrats ? **CE 20 mars 2015 n° 371914, 3^e et 8^e s.-s., min. c/Sté Compagnie générale de location d'équipement**
- En cas de vente d'un bien meuble par voie d'exécution forcée, l'opérateur de la vente peut-il être redevable de la TVA ? **CJUE, 1^{ère} ch., 26 mars 2015, aff. C-499/13, Marian Macikowski**
- Quelle est la portée de l'incompatibilité avec le droit de l'Union européenne du régime de TVA applicable avant 2010 aux cessions de terrains à bâtir ? **CE, 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015, n°374159, Société S2J et CE, 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015, n°372382, Société Cie immobilière d'aménagement**
- Le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires est-il dissocié du prorata à déduction de la TVA ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avril 2015, n°369652, Société AB Science**
- Quel lieu d'une prestation de services faut-il choisir lorsque le preneur est identifié dans plusieurs États membres et en cas d'expédition ou transport en dehors de l'État membre dans lequel la prestation a été matériellement exécutée ? **CJUE, 8^e ch., 30 avril 2015, aff. C-97/14, SMK kft**
- Le taux réduit sur la livraison et l'installation de matériaux économes en énergie s'applique-t-il aux logements sociaux ? Si oui, dans quelles conditions ? **CJUE, 2^e ch., 4 juin 2015, aff. C-161/14, Commission c/ Royaume-Uni**
- Comment déterminer le lieu d'une prestation de services et caractériser un établissement stable ? **CE, 9^e et 10^e ss-sect., 17 juin 2015, n°369100, Société PrintingPack BV**

